



Envoyé en préfecture le 15/04/2026

Reçu en préfecture le 15/04/2026

Publié le 15/04/2026

ID : 030-213000037-20260415-ARR2026260-AI

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

## ARRETE DU MAIRE

**Réf : ARR2026** *260*

**Objet** : Arrête portant délégation de fonction et de signature à un Adjoint au Maire, M. Cédric BREYSSE

### LE MAIRE DE LA COMMUNE D'AIGUES MORTES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-18, L 2122-20

Vu le conseil municipal du 27 mars 2026, relatif à l'élection du Maire et des adjoints ;

Vu la délibération du conseil municipal DCM2609 du 27 mars 2026, fixant le nombre d'adjoints ;

**Considérant** que M. Cédric BREYSSE a été élu 8<sup>ème</sup> adjoint au maire,

**Considérant** que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire et les conseillers municipaux ;

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1

M. Cédric BONATO, Maire de la commune d'AIGUES-MORTES donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de fonctions et de signature à M. Cédric BREYSSE en sa qualité d'adjoint au maire, dans les domaines suivants :

- **Services techniques** : Cette délégation couvre les domaines indiqués ci-dessous :
  - Voirie (gestion du domaine public routier, travaux de voirie en régie ou externalisés, accessibilité ...)
  - Réseaux divers (éclairage public, EP/EU, Electricité, Gaz, hors champ de compétence de l'EPCI ou autre personne en charge)
  - Bâtiments communaux (entretien courant et gros travaux en régie ou externalisé, accessibilité...)
  - Mobilier urbain
  - Parc automobile
  - Gestion technique de toute manifestation (cérémonies, festivités culturelles, traditionnelles ...)
  - Gestion des locations et prêts de salle communale, hors bâtiment à vocation patrimoniale ou culturelle (chapelle, cinéma) et de matériel technique
  - Sinistres en lien avec la délégation (véhicules, bâtiments, voirie...)
  - Ainsi que tout autre dossier géré par les services techniques de la ville
- **Parkings** ;

#### ARTICLE 2

En vertu de la présente délégation, M. Cédric BREYSSE est habilité à :

- Représenter M. le Maire auprès de personnes put domaines couverts par la présente délégation.
- Organiser ou assister à toute réunion en lien avec la présente délégation.
- Participer à la préparation et au suivi des dossiers, en collaboration avec les services communaux concernés, en lien avec la présente délégation.
- Signer les documents suivants, listés ci-dessous : tout courrier, acte administratif (arrêté, décision, avis), contrat se rapportant à sa délégation, telle que définie ci-dessus, et n'engageant pas de dépense supérieure à 15 000 euros ;

Envoyé en préfecture le 15/04/2026  
 Reçu en préfecture le 15/04/2026  
 Publié le 15/04/2026  
 ID : 030-213000037-20260415-ARR2026260-AI

La signature des actes précités devra obligatoirement être précédée du nom, prénom et de la qualité d'adjoint de l'intéressé et de la formule indicative suivante « par délégation du Maire ».

### ARTICLE 3

La délégation consentie par le présent arrêté prendra effet à compter de l'accomplissement des formalités de notification, de publicité et transmission au représentant de l'Etat. Elle prendra fin au cas où le délégataire viendrait à cesser ses fonctions et en tout état de cause à l'expiration du mandat du conseil Municipal élu.

### ARTICLE 4

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié au recueil des actes administratifs
- Transmis au Représentant de l'Etat dans le Gard
- Transmis au Trésorier Municipal
- Notifié à l'intéressé(e)

Fait à Aigues-Mortes, le 15 AVR. 2026

Le Maire,  
Cédric BONATO

Notifié le : 15 avril 2026  
 Nom/prénom et signature de l'intéressé(e) :  
 Bleyse Cedric



#### Voies et délai de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères, 30 000 Nîmes, sur l'application informatique Télérecours (<http://www.telerecours.fr>), dans ce même délai, ou si un recours préalable a été introduit, dans un délai de deux mois suivant la décision, expresse ou implicite, de rejet.